
RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

INVENTAIRE D'APPLICATIONS MOBILES

Procédure prévue à l'article 67 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016
Appel d'offre ouvert

Date et heure limite de réception des offres :

28 septembre 2016 à 12h00 heures

Aucune offre ne sera recevable après la date et heure indiquées ci-dessus.
Dans le cas de remise de dossier sous forme papier, chaque candidat est responsable du délai
d'acheminement des dossiers,
par voie postale ou par coursier.

Le présent document décrit le déroulement de la procédure
et explique au candidat comment il doit y répondre. **A lire attentivement.**

Motivation et stratégie

Le Copernicus Marine Environment Monitoring Service (CMEMS – marine.copernicus.eu) est opérationnel depuis mai 2015.

L'excellente réponse des utilisateurs de CMEMS (+ de 7000 abonnés à ce jour) encourage à poursuivre et accentuer une stratégie résolument basée sur un service libre, gratuit et entièrement conçu pour soutenir le développement de services en aval de CMEMS. Les utilisateurs de CMEMS et plus particulièrement les « utilisateurs intermédiaires » qui sont eux-mêmes fournisseurs de service font le succès de CMEMS. Ils apportent une valeur ajoutée d'expert sur des marchés spécialisés pour démultiplier l'activité économique générée.

Avec le User Uptake, Mercator Océan a pour objectif de renforcer sa relation avec ces utilisateurs intermédiaires pour expliquer et améliorer le service CMEMS et les services de ces acteurs clés. Cela repose sur leur implication directe afin de faciliter l'usage de CMEMS et valoriser des situations exemplaires inspirantes qui contribueront au développement de l'ensemble de la chaîne.

Concrètement Mercator Océan souhaite identifier les éléments de succès de la relation de service entre CMEMS et ses utilisateurs, afficher les services de ses utilisateurs et leur apporter une plus grande visibilité en même temps qu'à CMEMS. L'illustration par des exemples concrets, suscitera l'intérêt chez de nouveaux utilisateurs et rassemblera des communautés pour échanger sur un sujet précis et proposer des évolutions pertinentes au service européen actuel.

Cette composante User Uptake accompagnera CMEMS tout au long de ses opérations et de ses évolutions et prendra la forme de plusieurs marchés successifs. Pour cette première vague, il est fixé une priorité thématique sur le côtier. D'autres thématiques seront abordées dans les phases suivantes pour continuer à répondre aux demandes des utilisateurs.

CONTEXTE

Un accord de délégation a été signé entre la Commission Européenne et Mercator Océan pour la mise en œuvre du Copernicus Marine Environment Monitoring Service (CMEMS). Le Copernicus Marine Service fournit de façon régulière et systématique des informations de référence de la physique océanique et des écosystèmes marins de l'océan mondial et des mers régionales européennes. Ce service gratuit met à disposition la description de la situation actuelle (analyse), la prédiction de la situation à quelques jours (prévisions) et la fourniture de longues séries temporelles de données rétrospectives sur les années récentes (re-analyses).

CMEMS apporte une réponse durable aux besoins des utilisateurs européens dans quatre domaines d'intérêt qui sont :

- l'environnement côtier marin,
- la sécurité maritime,
- les ressources marines,
- le climat, les prévisions saisonnières et la météorologie.

Les domaines d'intérêt et leurs sous-catégories sont référencés dans le formulaire d'enregistrement CMEMS au paragraphe 2.2 (<http://marine.copernicus.eu/web/56-user-registration-form.php>)

L'accord de délégation entre la Commission européenne et Mercator Océan requiert le développement et la mise en œuvre d'une stratégie User Uptake afin d'une part, de fidéliser ses utilisateurs et d'autre part, de toucher de nouvelles communautés d'utilisateurs. Cette composante est complémentaire à celle, à plus longue échéance, du « service evolution » qui permet de faire évoluer la R&D selon les besoins des utilisateurs et de leurs applications. Ces 2 composantes nourrissent le service CMEMS en proposant évolutions et innovations sur l'amont et sur l'aval qui pourront ensuite faire partie intégrante du service.

Les marchés du User Uptake s'orientent d'abord sur des démonstrations de services avals de CMEMS, côtiers, opérationnels, dont les services en lien avec la Directive-Cadre sur la Stratégie du Milieu Marin de l'Union Européenne (www.msfd.eu) et un inventaire d'applications mobiles utilisant les produits CMEMS.

Les prochains marchés du User Uptake demanderont d'autres démonstrations de services avals côtiers et hauturiers pour cibler les domaines géographiques et les domaines d'intérêt encore non pourvus ainsi que des développements d'outils, toujours en tenant compte des besoins des utilisateurs.

CMEMS mentionnera les noms des organismes à l'origine des démonstrations ou des outils, achetés par MERCATOR OCEAN, qui seront affichés sur son propre site internet en différentes pages, dont celle qui sera créée pour la visibilité des démonstrations de services choisies, des outils et des applications, objets des appels d'offres du User Uptake.

DEFINITIONS

Application mobile pour smartphones et tablettes : logiciel développé pour s'exécuter sur un terminal mobile (*smartphones* et tablettes tactiles). L'application doit être téléchargée par l'utilisateur de façon gratuite ou payante pour devenir exécutable à partir du système d'exploitation du téléphone, sur une des trois plates-formes de téléchargement : *Play Store* pour Android, *App Store* pour *IOS*, *Windows Store* pour *Windows Mobile*.

Smartphone : téléphone mobile évolué qui peut exécuter divers logiciels/applications grâce à un système d'exploitation conçu pour mobiles. Il est possible de personnaliser son smartphone en y installant des applications additionnelles via un magasin d'applications en ligne différent pour chaque système d'exploitation.

Tablette tactile : ordinateur portable ultraplat qui se présente sous la forme d'un écran tactile sans clavier et qui offre à peu près les mêmes fonctionnalités qu'un ordinateur personnel. Il est possible d'installer des applications depuis une boutique d'applications en ligne.

1. PRESENTATION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

L'objectif du marché est de valoriser l'utilité et l'utilisation de CMEMS, fidéliser ses utilisateurs et en attirer de nouveaux.

L'objet de la consultation consiste à **Inventorier l'ensemble des applications mobiles pour smartphones et tablettes en utilisant les produits CMEMS.**

Les candidats devront fournir l'inventaire des applications pour smartphones et tablettes et de le mettre à jour.

L'inventaire demandé devra recenser l'ensemble des applications mobiles utilisant des produits CMEMS, mettre en valeur l'intégration des produits CMEMS issus d'observations, de modèles ou de la combinaison des deux dans chaque application demandée, détailler l'intégration des informations CMEMS et leur utilité dans chaque application recensée.

Il permettra également de renforcer la visibilité des applications mobiles utilisant les produits CMEMS et susciter l'intérêt des futurs utilisateurs pour CMEMS et pour les applications présentées.

1.2. Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue à l'article 67 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

(<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032295952&fastPos=1&fastReqId=2017150570&categorieLien=cid&oldAction=rechTexte>).

1.3. Forme du marché

Le marché est un marché simple.

1.4. Durée du Marché

Le Marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de la date de la notification du marché qui se matérialise par l'envoi de l'acte d'engagement.

1.5. Langue du Marché

La langue de passation du marché est le Français.

Toutefois les candidats sont autorisés à déposer leur dossier de candidature et d'offre en anglais sous réserve qu'ils produisent en cas d'attribution du marché, sous un délai d'un mois une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

La langue d'exécution du marché est l'anglais.

1.6. Lieu d'exécution du Marché

Le lieu d'exécution du marché est situé dans l'établissement du candidat qui effectuera la prestation.

Il est en outre spécifié que des réunions de travail pourront être organisées à Toulouse ou par visioconférence.

1.7. Montant du marché

A titre indicatif, l'enveloppe du marché est de 30 000 euros.

1.8. Modalités de financement et de paiement

Le pouvoir adjudicateur financera le présent marché à partir de fonds européens (règlement n° 377/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 3 avril 2014 établissant le programme Copernicus et abrogeant le règlement (UE) n° 911-2010 et plus particulièrement l'article 8).

Les prestations, objet du marché, feront l'objet d'un règlement dans les conditions fixées dans l'échéancier figurant en annexe du CCAP sur présentation d'une facture et seront réglées par virement, sous un délai de 30 jours maximum courant à compter de réception d'une facture dûment présentée.

1.9. Monnaie du marché

Les candidats sont informés que la société MERCATOR OCEAN conclura le marché en Euros.

1.10. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

1.11. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.12. Options

Le recours aux marchés négociés de services pour la réalisation de prestations similaires au marché est prévu conformément à l'article 30 I 7 °du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 10 c de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est disponible au téléchargement sous forme numérique sur le site de Mercator Océan à l'URL suivante : <http://www.mercator-ocean.fr/mercator-ocean/appels-doffres/appe-doffre-user-uptake-34-uu-do-cmems-inv1/>

Il peut également être demandé à l'adresse mail cmemstenders@mercator-ocean.fr

Le dossier de consultation (DCE) se compose des pièces suivantes :

1. Règlement de la consultation
2. Guide de réponse pour la proposition technique
3. Acte d'engagement
4. Lettre de candidature du candidat individuel
5. Lettre de candidature du co-traitant (candidat se présentant en groupement)
6. Déclaration des capacités du candidat
7. Déclaration de sous-traitance
8. Déclaration des capacités du sous-traitant
9. Bordereau de prix
10. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et échéancier en annexe
11. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC).
12. Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes

3. MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS

3.1. Conditions de remise des plis

- Chaque candidat devra présenter une offre complète en langue française ou anglaise sous réserve que ce dernier produise en cas d'attribution du marché, sous un délai d'un mois, une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les pièces accompagnant l'offre suivent le même régime;
- Les candidats devront fournir un dossier complet comprenant l'ensemble des documents énoncés à l'article 3.4 et dans les conditions de forme de ce même article.

3.2. Sous-traitance et groupements

3.2.1. Sous-traitance

Les candidats peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Chaque sous-traitant, ainsi que ses modalités de paiement devra être accepté par Mercator Océan dans les conditions énoncées à l'article 134 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Dans le cas où ils entendent justifier de leur capacité financière, technique et professionnelle à exécuter le présent marché auquel ils candidatent par celles d'un ou plusieurs sous-traitants, les candidats présentent leur dossier de candidature dans les conditions définies à l'article 3.4.1 du présent Règlement de la consultation.

Dans le cas où ils ne jugent pas nécessaire de se prévaloir de la capacité financière, technique ou professionnelle d'un ou plusieurs sous-traitants mais envisagent, à la remise de l'offre, de sous-traiter les prestations objet du présent marché auquel il est candidaté, les candidats présentent leur dossier d'offre dans les conditions définies à l'article 3.4.2 du présent Règlement de la consultation.

3.2.2. Groupements momentanés d'opérateurs économiques

Sous réserve des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence, les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous la forme d'un groupement momentané d'opérateurs économiques, dans les conditions fixées à l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le groupement est conjoint lorsque chacun des membres du groupement s'engage à exécuter les prestations susceptibles de lui être attribuées au titre du présent marché.

Les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire. En cas d'attribution du marché à un groupement ayant présenté sa candidature et son offre sous la forme d'un groupement conjoint, la transformation dudit groupement en un groupement solidaire est toutefois exigée dans les conditions définies au CCAP.

Le mandataire du groupement, désigné dans l'acte d'engagement parmi les membres du groupement, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de MERCATOR OCEAN et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement candidat à la consultation. L'attention des candidats est également attirée sur le fait que dans le cadre de la présente consultation, un même opérateur économique n'est pas autorisé à présenter plusieurs candidatures en qualité de membre d'un groupement et de candidat individuel.

La composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché auquel le groupement est candidat que dans les cas où le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. En ce cas, le groupement peut demander à MERCATOR OCEAN l'autorisation de continuer à participer à la

consultation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de MERCATOR OCEAN un ou plusieurs sous-traitants.

MERCATOR OCEAN se prononce sur cette demande après examen de la capacité financière, technique et professionnelle de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

3.3. Modalités de présentation du dossier

Le candidat pourra soumettre son offre par voie électronique ou par pli postal selon les modalités décrites à l'article 3.6.

L'intégralité des pièces du dossier doit être remise sous le même format :

- Soit Electronique
- Soit Papier

Le dossier remis par le candidat prendra la forme d'un dossier identifié **Marché 34-UU-DO-CMEMS-INV.**

Le dossier comprend plusieurs parties : plusieurs sous dossiers électroniques ou plusieurs enveloppes pour les versions papier:

Pour être complet, le dossier du candidat devra obligatoirement comporter :

- Une partie administrative : «partie n°1 candidature – Marché **34-UU-DO-CMEMS - INV** », et sur laquelle est porté le nom du candidat,
- Une partie « partie n°2 offre - Marché **34-UU-DO-CMEMS** - et sur laquelle est porté le nom du candidat,

3.4. Documents requis dans chaque sous-dossier

Le dossier du candidat devra contenir les documents listés ci-après, sous format numérique ou papier en 1 exemplaire, sauf pour l'acte d'engagement qui lui sera fourni en deux exemplaires originaux.

Dans le cas où le candidat choisit d'établir une version papier, ces documents seront aussi fournis sous support électronique (un support par enveloppe : clé USB ou CD Rom). En cas de différence entre les données figurant sur le support électronique et celles figurant sur le support papier, celles figurant sur le support papier feront foi.

3.4.1. Sous-dossier « partie n°1 – candidature » (1 exemplaire)

Le sous-dossier/enveloppe « partie n°1 –candidature » contient les éléments permettant de juger la recevabilité du candidat et d’apprécier ses capacités professionnelles, techniques et financières.

Le dossier de candidature se compose des pièces suivantes :

3.4.1.1 Pièces à fournir par les candidats individuels

Situation propre aux opérateurs économiques

1. Une lettre de candidature datée et signée par une personne compétente à l’effet d’engager le candidat,

➤ indiquant :

- les **nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat**,
- les **raison sociale, forme juridique et le cas échéant le numéro d’immatriculation au registre du commerce** ou le numéro SIREN du candidat, ou pour les entreprises étrangères son numéro d’immatriculation à un registre professionnel,
- ainsi que les **nom, prénom et qualité du signataire** à laquelle sera annexé, pour chaque signature, **un document attestant que le signataire a qualité à l’effet de signer et d’engager le candidat.**

➤ Et incluant :

- une déclaration sur l’honneur, datée et signée par la personne ayant le pouvoir d’engager le candidat, certifiant que ce dernier :
 - ✓ n’entre dans aucun des cas d’interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l’ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n’entrer dans aucun des cas d’interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l’ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
 - ✓ est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés.

➤ A laquelle sera jointe :

Les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le candidat. Ce sont les suivants :

- Si le signataire est le représentant légal de l’opérateur économique :
 - le justificatif de l’inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître son identité,
 - ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité de représentant légal de la société du signataire,

- Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'opérateur économique :
 - un pouvoir en vigueur, attestant de la capacité du signataire à représenter l'opérateur économique auquel il sera joint le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître l'identité du signataire du pouvoir (mandant) ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité du mandant de la société du signataire,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée d'exécution du marché** ;

Les candidats peuvent valablement utiliser le formulaire fourni au titre du dossier de consultation.

Les rubriques considérées dudit formulaire devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-avant sollicitées soient bien fournies.

Déclaration des capacités des opérateurs économiques

- Capacités économiques et financières

Le candidat doit fournir une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global sur les trois derniers exercices disponibles (2013-2014-2015) ; dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, et tout particulièrement lorsqu'il est de création récente, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Capacités techniques et professionnelles pour tous les opérateurs économiques
 - Le candidat doit fournir une déclaration indiquant l'effectif moyen annuel et l'importance du personnel d'encadrement, pour les trois dernières années (2013 – 2014 - 2015) ;

Pour les renseignements permettant d'évaluer les capacités financières, professionnelles et techniques du candidat ci-dessus, les candidats peuvent valablement utiliser le formulaire fourni par ailleurs au titre du dossier de consultation.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

3.4.1.2 Pièces à fournir en cas de sous-traitant pour la réalisation des prestations de service

Les candidats peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché s'ils envisagent de recourir à la sous-traitance. Il doit être impérativement joint pour chacun des sous-traitants.

- Une déclaration de sous-traitance, datée et signée par les personnes compétentes pour engager le candidat donneur d'ordre et le sous-traitant. Elle mentionne :
 - la nature des prestations sous-traitées, sans aucune indication relative à leur montant;
 - un engagement écrit du ou des sous-traitants, ou le contrat de sous-traitance occulté de toute mention qui n'aurait pas à être transmise au stade des candidatures, notamment le prix ;
 - un document indiquant le nom, prénom et qualité de la personne compétente pour engager l'opérateur pour le compte duquel il agit, ainsi que la raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat ;
 - une déclaration sur l'honneur, en application des articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015;
 - Et s'il y a lieu, si l'opérateur est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité.

Une déclaration des capacités du sous-traitant datée et signée par les personnes compétentes pour engager le candidat donneur d'ordre et le sous-traitant.

- Les pièces référencées aux points 2 de l'article 3.4.1.1 ci-dessus ;

3.4.1.3 Pièces à fournir par les co-traitants (membres du groupement)

En cas de groupement, doivent être impérativement joints :

1. **Une lettre de candidature du co-traitant** datée et signée par une personne compétente à pour effet d'engager le candidat,
 - indiquant :
 - les **nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat**,
 - les **raison sociale, forme juridique et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce** ou le numéro SIREN du candidat, ou pour les entreprises étrangères son numéro d'immatriculation à un registre professionnel,
 - ainsi que les **nom, prénom et qualité du signataire** à laquelle sera annexé, pour chaque signature, **un document attestant que le signataire a qualité à l'effet de signer et d'engager le candidat.**
 - Et incluant :
 - un tableau des membres du groupement et les prestations exécutées
 - si le co-traitant n'est pas mandataire l'habilitation du mandataire par le co-traitant
 - si le co-traitant est le mandataire : l'acceptation du mandat reçu,

- l'identification bancaire du co-traitant
- une déclaration sur l'honneur, datée et signée par la personne ayant le pouvoir d'engager le candidat, certifiant que ce dernier :
 - ✓ n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
 - ✓ est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- à laquelle sera jointe :
 - Un RIB/IBAN (SEPA)
 - Les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le candidat. Ce sont les suivants :

Si le signataire est le représentant légal de l'opérateur économique :

- le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître son identité,
- ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité de représentant légal de la société du signataire,

Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'opérateur économique :

- un pouvoir en vigueur, attestant de la capacité du signataire à représenter l'opérateur économique auquel il sera joint le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître l'identité du signataire du pouvoir (mandant) ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité du mandant de la société du signataire,
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée d'exécution du marché.**

2. Les pièces référencées au point 2 de l'article 3.4.1.1 ci-dessus.

Les candidats peuvent valablement utiliser le formulaire fourni au titre du dossier de consultation.

Les rubriques considérées dudit formulaire devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-avant sollicitées soient bien fournies.

3.4.2. *Sous-dossier Partie(s) N°2 - Offre (1 exemplaire)*

Le(s) sous-dossiers/enveloppe(s) « partie n°2 – Offre» contient les éléments permettant de juger l'offre technique du candidat et se compose des éléments suivants :

- **l'Acte d'engagement** établi en deux originaux datés et signés par une personne ayant compétence à cet effet.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué, l'acte d'engagement est signé par le mandataire si celui-ci est habilité; l'acte d'engagement est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité.

- Un **Bordereau des prix**, établi conformément au document joint au dossier de la présente consultation, dûment complété, daté et signé par une personne ayant compétence à cet effet.

Les prix prennent la forme définie au Bordereau des prix et sont établis conformément aux dispositions du CCAP. L'attention des candidats est attirée sur le fait que, à peine d'irrégularité de leur offre, ils ne sont pas autorisés à présenter des prix établis sous une autre forme ou selon un autre mode que ceux expressément mentionnés au Bordereau de prix.

En cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le Bordereau des prix est signé par le seul mandataire si celui-ci est habilité par les autres membres du groupement à signer l'offre du groupement ; le Bordereau des prix est signé par le mandataire et chacun des autres membres du groupement si le mandataire n'est pas habilité par les autres membres du groupement à signer l'offre du groupement.

Dans ce cas également, chaque membre du groupement fournit un bordereau de prix correspondant aux prestations qu'il exécute personnellement ou par l'intermédiaire d'un ou des sous-traitants.

- La **Proposition Technique** du candidat, présentée selon le guide de réponse pour la proposition technique.
- Il est rappelé au candidat qu'il devra dans son offre, décrire les travaux qu'il prévoit pour inventorier et présenter la liste des applications mobiles pour smartphones et tablettes, fournir des exemples d'attractivité du futur inventaire.

3.5. **Précisions**

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés que, dans tous les cas où il est exigé l'établissement d'une quelconque pièce constitutive du dossier de candidature ou du dossier d'offre conformément à un document joint au dossier de la présente consultation, ils ont toute possibilité soit de compléter directement les documents correspondant joints au dossier de consultation, soit d'établir leurs propres supports de réponse à la condition de fournir l'exhaustivité des informations sollicitées.

3.6. Modalités de transmission du dossier

3.6.1. Transmission par voie électronique

Le dossier électronique doit parvenir **AVANT la date et l'heure limites fixées en première page, soit pour rappel le 28/09/2016 à 12h00 heures** (heure de PARIS), et devra être envoyé par mail à l'adresse :

cmemstenders@mercator-ocean.fr

Le fichier devra être sous format PDF (extension .pdf) ou sous format word (extensions .doc ou .docx). Le fichier ne devra pas excéder 4Mo.

Mercator Océan s'engage à accuser réception par mail de la date et heure de la réception. Cet accusé de réception ne fera pas foi de la conformité du contenu du dossier.

3.6.2. Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Le dossier en version papier du candidat doit parvenir **AVANT la date et l'heure limites fixées en première page, soit pour rappel le 28/09/2016 à 12h00 heures** (heure de PARIS), et devra être :

- soit remis en mains propres contre récépissé les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09h00 à 17h00 à l'accueil de la société **MERCATOR OCEAN**,
- soit adressé par courrier postal à la **société MERCATOR OCEAN** en recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent permettant de déterminer la date et l'heure certaines de sa réception), à l'adresse suivante :

MERCATOR OCEAN

Bâtiment C

8 - 10 Rue Hermès,

Parc Technologique du Canal

31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE

France

Les dossiers parvenant **APRES** la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Chaque candidat est responsable du délai d'acheminement des dossiers, par voie postale ou par coursier.

3.7. Demandes de renseignements complémentaires

Les éventuelles demandes de renseignements complémentaires formulées par les candidats devront être transmises obligatoirement par écrit avant le **16 septembre 12 h00 heures** (heure de Paris) à défaut, il n'y serait pas répondu. Il appartient au candidat de transmettre dans un délai adapté à la complexité de sa demande, toutes questions qu'il juge utiles et nécessaires pour la constitution de son offre.

Elles doivent être adressées obligatoirement et exclusivement à la société MERCATOR OCEAN par courrier à l'adresse suivante : 8 - 10 Rue Hermès, 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE – France ou par courriel à l'adresse suivante CMEMStenders@mercator-ocean.fr.

MERCATOR OCEAN s'engage à accuser réception de chacune des demandes formulées dans un délai de quatre jours ouvrés.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires seront envoyées soit par courrier ou courriel, à l'ensemble des candidats sauf éléments confidentiels propres aux candidats, au moins six jours avant la date limite de réception des offres.

MODALITES D'EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.8. Critères de sélection des candidatures

L'examen des candidatures porte sur les pièces exigées à l'article 3.4.1 au titre de :

- leur recevabilité, en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,
- la capacité professionnelle, technique, et financière du candidat telle que mentionnée à l'article 3.4.1 du présent règlement de consultation.

Ne sont pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou qui ne présentent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes.

Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application de l'article 45 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, la capacité à exécuter les marchés est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement.

Si la société MERCATOR OCEAN, constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à **dix jours calendaires**. Les candidats dont le dossier est complet en sont informés également et peuvent alors apporter des précisions à leur dossier s'ils le souhaitent, dans le même délai.

En application de l'article 53 du décret n°2016- 360 du 25 mars 2016, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements exigés au stade de la candidature que MERCATOR OCEAN peut directement obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, s'ils fournissent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et que l'accès est gratuit »

3.9. Critères de sélection des offres

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des dispositions de l'article 59 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sont rejetées.

La non-signature de l'acte d'engagement entraînera le rejet de son offre.

Les candidats sont informés que les offres qui proposeront un délai supérieur à six mois pour réaliser la démonstration seront déclarées irrégulières au sens de l'article 59 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Sous ces réserves, chaque lot sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, et ayant obtenu la meilleure note sur la base des critères ci-après :

	Critères	Note Maximale
1	DESCRIPTION ET INTERET DE L'INVENTAIRE	
	Compréhension de la demande	5
	Connaissance de CMEMS	5
2	DESCRIPTION ET INTERET DE LA METHODE PRESENTEE	
	Détail et justification des choix proposés	10
	Qualité technique de la méthode proposée pour l'inventaire	10
3	SOIN DANS LA PRESENTATION DE L'OFFRE	5
4	CARACTERE ATTRACTIF DE LA PRESENTATION DE L'INVENTAIRE	
	Présence d'exemples concrets joints	10
	Qualité des exemples joints	10
5	ELEMENTS CONCRETS GARANTISSANT LA CAPACITE DU CANDIDAT POUR	
	Réaliser un inventaire d'applications organisé	10
	Elaborer des critères pertinents	10
6	ENGAGEMENT SUR LE DELAI NECESSAIRE A LA REALISATION DE L'INVENTAIRE	
	Engagement de livrer avant le délai maximum du lot	10
	Prix	
7	MONTANT TOTAL DE L'OFFRE	25
	Total	110

3.10. Attribution du marché

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution, toutefois le candidat peut les fournir s'il le souhaite dès le stade de la candidature

En application des dispositions de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et préalablement à toute notification, le candidat auquel MERCATOR OCEAN envisage d'attribuer un marché est tenu de produire les pièces suivantes:

- Pour le candidat individuel ou membre d'un groupement établi en France
 - un extrait de casier judiciaire,
 - un certificat délivré par les administrations et organismes compétents (un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des impôts, taxes contributions ou cotisations sociales donnant lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents,
 - la copie des pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail,
 - un extrait de Kbis ou D1, ou, à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion.

- Pour le candidat individuel ou membre d'un groupement établi ou domicilié à l'Etranger
 - Un extrait de registre pertinent, ou à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente attestant d'absence de sanctions telles que décrites au 1 et 4 a et c de l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 (<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030920376&fastPos=1&fastReqId=708576946&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>)
 - lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.
 - Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail).
 - en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

OU

- pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

OU

Tout document équivalent.

OU

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents une déclaration sous serment, ou dans les pays où cette procédure n'existe pas une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Après signature du contrat par la personne habilitée du pouvoir adjudicateur, le marché est notifié au titulaire. La notification consiste en un envoi par mail de l'acte d'engagement. La date de notification est celle écrite sur l'acte d'engagement pour les marchés à date fixe et de la date d'envoi du mail pour les marchés débutant à la date de notification.

4. CONFIDENTIALITE

4.1. Confidentialité du candidat

Les informations, mises à la disposition des candidats, par MERCATOR OCEAN, au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers sans préjudice du droit au recours effectif des candidats et de la production en justice des dites informations, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

4.2. Confidentialité de MERCATOR OCEAN

Le caractère confidentiel des informations transmises à MERCATOR OCEAN par les candidats au présent appel d'offres, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera strictement préservé.

Seules les personnes de MERCATOR OCEAN habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure de marché public en cours en auront connaissance. MERCATOR OCEAN s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse de la candidature et de l'offre soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sauf pour satisfaire l'obligation d'information posée par l'article 99 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Il est toutefois précisé que, en ce qui concerne le marché public qui sera signé, celui-ci et les pièces s'y rapportant deviendront des documents administratifs communicables sur le fondement de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, le droit de communication des tiers s'exerçant cependant dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale conformément à l'article 6-II de celle loi.

5. VOIES DE RECOURS

5.1. Instance chargée des procédures de recours

Tribunal de Grande Instance de Bordeaux
30, rue des Frères Bonie
33077 Bordeaux Cedex
Téléphone: 05.47.33.90.00

5.2. Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours:

1. Référé précontractuel prévu aux articles 808 et suivants du Code de Procédure Civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat (des articles 2 et de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique),
2. Référé contractuel en application des articles 1441-1 à 1441-3 du Code de Procédure Civile pouvant être exercé dans les délais indiqués à l'article L 1441-3 du Code de Procédure Civile (articles 11à 20 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique),
3. Recours en annulation du contrat en application de l'arrêt du Conseil d'État en date du 16 juillet 2007 « Société Tropic Signalisation», dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées de la décision d'attribuer le marché.

Annexe I synthèse des documents

Candidat se présentant seul :

Partie N° 1 (sous-dossier ou enveloppe)- candidature

- Lettre de candidature du candidat individuel
- Déclaration des capacités du candidat

Si le candidat a des sous-traitants

- Déclaration de sous-traitance
- Déclaration des capacités du sous-traitant

Partie N° 2 – (sous-dossier ou enveloppe) Offre Lot N°x

- Acte d'engagement (2 exemplaires originaux)
- Bordereau de prix
- Proposition Technique

Candidats présentant une offre groupée :

Partie N° 1 (sous-dossier ou enveloppe)- candidature

Pour chaque candidat :

- Lettre de candidature du co-traitant (membre d'un groupement)
- Déclaration des capacités du candidat

Si le candidat a des sous-traitants

- Déclaration de sous-traitance
- Déclaration des capacités du sous-traitant

Partie N° 2 – (sous-dossier ou enveloppe) Offre Lot N°x

Un seul par offre :

- Acte d'engagement si le mandataire est habilité à signer l'acte d'engagement (2 exemplaires originaux).
- Bordereau de prix global
- Proposition Technique

Pour chaque candidat :

- Acte d'engagement si le mandataire n'est pas habilité à signer l'acte d'engagement par ses co-traitants (2 exemplaires originaux).
- Facultatif : un bordereau de prix par candidat (peut être fourni ultérieurement).